



Suite à la gestion désastreuse du gouvernement, le coronavirus Covid-19 s'est propagé rapidement au sein de la population et a conduit au confinement de millions de personnes parfois dans des conditions dramatiques.

Le gouvernement porte la responsabilité des morts causés par ce virus ainsi que les conditions de vie déplorables qu'a dû connaître l'ensemble de la population.

Malheureusement, au sein de la DGFIP , la gestion de crise n'a pas été meilleure. Sous prétexte du maintien de l'activité de nos services, la DGFIP a envoyé des dizaines de milliers de collègues dans les services sans fournir les moyens de protection adéquates, se réfugiant devant les consignes nationales du respect des simples mesures barrières.

Cependant, suite à la mobilisation des collègues et de leurs représentants, certaines lignes ont bougé, notamment les éléments suivants :

- Ecartement des collègues ayant un conjoint fragile**
- Nettoyage quotidien des locaux**
- Renforcement du déploiement du télétravail**
- Prise en charge des frais de repas**

La CGT Finances Publiques constate l'importance des missions qui sont les nôtres. Face à la crise actuelle, la Fonction Publique d'État montre encore une fois qu'elle répond présente et est seule en mesure d'assurer une continuité de fonctionnement de service.

Qu'en serait-il de la capacité de l'État à réagir si l'ensemble des réformes, fusions ou transferts au privé avaient été menées jusqu'à leur terme avant le commencement de la crise sanitaire.

Mais pour nous comme pour l'ensemble de la population du pays, la question de l'après est essentielle.

Pour la CGT Finances Publiques , cette crise remet en cause bien des « certitudes et organisations » qui nous sont imposées depuis trop longtemps. Il semble évident que la présence de fonctionnaires d'État sur les territoires ne peut continuer de s'éroder.

Le maillage territorial, la proximité de l'utilisateur, tout cela doit être valorisé.

Que dire des fusions et créations de services départementaux et supra départementaux. Ces « supers structures » en open-space sont aujourd'hui inopérantes .

Les marguerites ont fait leur temps, le principe de précaution vous obligera bientôt à revenir à des organisations plus traditionnelles de l'espace de travail.

Que dire enfin des suppressions de postes qui frappent nos services depuis trop longtemps.

Elles sont le reflet de décisions comptables, ces mêmes décisions qui conduisent notre Nation à voir ses hôpitaux sous extrême tension. Un État incapable de fournir de simples masques au commencement de la crise...Les fermetures d'hôpitaux, de services, de lits...

Ce sont les mêmes logiques que nous subissons dans notre ministère, certes moins médiatiques, mais tout aussi dangereuses dans cette période d'instabilité économique et monétaire

Pour faire face à la pandémie,une partie des personnels est aujourd'hui en ASA ou télétravail.

Ce dernier mode d'exercice des missions a été très largement étendu. Il est devenu le quotidien de milliers de fonctionnaires ,déjà sous convention avant le début de la crise. Les organisations syndicales ont, en responsabilité, fait d'énormes concessions en la matière, afin de garantir la sécurité sanitaire des agents.

Une autre partie des personnels a été confinée chez elle, en position d'autorisation d'absence, sans activité, faute de dotations en matériel informatique suffisantes ou d'application compatible.

Une dernière enfin, a dû gérer les enfants privés de crèches, d'écoles, s'isoler à cause de problèmes de santé, renoncer au présentiel parce que touchée par le virus.

Tous les agents ont fait preuve de sens de l'intérêt général et civique en évitant de contaminer ou d'être contaminés ,ils ont ainsi fait preuve de responsabilité et d'engagement.

En remerciement, le gouvernement a promulgué une ordonnance selon laquelle les RTT et congés payés pourront être rognés de 5 à 10 jours selon les cas, pour compenser la baisse ou l'interruption d'activité due au Covid-19.

Nous ne sommes pas responsables de la pandémie, pour refuser de la financer par nos congés,

Signons massivement la pétition intersyndicale : Vol sur ordonnance

Selon les dires du gouvernement, nous approchons de la fin de la pandémie et le déconfinement commencera dès le 11 mai

Pour la CGT Finances Publiques,le 11 mai n'est pas le retour au travail systématique,cette reprise doit répondre à des conditions sanitaires et d'organisation du travail drastiques

- **Reprise très progressive de l'activité**
- . **PRA local missions par missions**
- **Organisation des locaux pour la distanciation sociale**
- **Organisation du travail par cloisonnement des tâches pour limiter les croisements et les contacts des personnels**
- **Masques, gels hydroalcooliques, gants pour tous les agents, en nombre suffisant et ce quelles que soient les recommandations officielles du ministère de la santé**
- **Envoi de consignes claires à chaque agent pour le port du masque,par le biais de la médecine de prévention**
- **Nettoyage et désinfection intensif et régulier des locaux, ascenseurs, poignées de porte, etc.**
- **Vérification et nettoyage systématique de tout l'appareillage de climatisation**
- **Maintien de la possibilité d'être en ASA pour les agents en garde d'enfants , les personnels « fragiles »et les agents ayant des personnes fragiles à leur domicile**
- **Maintien des collègues, qui sont équipés, en télétravail ,augmentation du nombre de télétravailleurs (notamment les agents en ASA pour raison de santé)**
- **Maintien de la banalisation de la journée pour les agents dans l'impossibilité de faire leurs horaires**
- **Pour les agents en présentiel maintien du turn over afin de maintenir la distanciation sociale.**
- **Pour les collègues en présentiel qui prennent les transports en**

commun en plus de la rotation des équipes, permettre le décalage des horaires pour éviter les heures de pointe dans les transports (en lien avec la banalisation des journées) et leur fournir gants et masques pour prendre les transports en commun.

- **Possibilité d'effectuer des tests pour les agents qui le désirent et ceux qui ont été en contact avec des personnes contaminées, que ce soit dans leur environnement professionnel ou personnel**
- **Consultation systématique de la médecine de prévention pour mise en quatorzaine des agents potentiellement contaminés**
- **L'accueil du public ne devra être envisagé que s'il est compatible avec le déconfinement de la population mais surtout lorsque tous les moyens de protection seront à disposition des agents (gants, masques, hygiaphones, vigiles, etc.).**
- **Maintien de l'offre de soutien psychologique auprès des agents qui le souhaitent**
- **Organiser l'accès aux lieux de rencontres des agents (cantines, ascenseurs, etc) de façon à garantir la mise en oeuvre de toutes les protections**
- **Mise à disposition de matériel de nettoyage pour les agents afin de nettoyer à tout moment de la journée son outil de travail**
- **Balisage des entrées-sorties des bâtiments qui disposent de deux portes d'accès pour maintenir la distanciation sociale**
- **Prolongations des mesures de remboursement de frais de repas**
- **Communication aux os des mesures mises en place aux niveau national et local**

Nous aurons d'autres questions plus pratiques à vous poser en séance.